

Doc

# Consommation

"CONJONCTURE"

---

Sou1959-3404

1959



1<sup>er</sup> Mars

CENTRE DE RECHERCHES ET DE DOCUMENTATION SUR LA CONSOMMATION  
30, RUE D'ASTORG - PARIS (8<sup>e</sup>)  
TEL. : ANJ. 79-57

Cette étude qui décrit les principales variations de la consommation en 1958 et fait le point de ses tendances actuelles, ne fournit que des résultats provisoires. Des statistiques plus détaillées, plus précises et en valeur absolue seront publiées dans "CONSUMPTION" 1959 - n°3.

Malgré leur caractère provisoire, ces évaluations représentent des ordres de grandeur vraisemblables. Mis au point en commun avec le Service des Etudes Economiques et Financières du Ministère des Finances, elles sont compatibles avec les comptes provisoires de la Nation établis par ce Service pour 1958.

Elles résultent d'une synthèse de la plupart des renseignements disponibles sur la consommation : estimations du Service des Etudes Economiques et Financières, Statistiques de l'I.N.S.E.E. et de la Direction du Commerce Intérieur, documentation aimablement communiquée par STAFCO, les Syndicats Professionnels, de nombreux Grands Magasins et les principaux responsables du secteur de la distribution, correspondants habituels du C.R.E.D.O.C.

---:--:--:---

## LA CONSOMMATION EN 1958

ET LA

CONJONCTURE AU 1er MARS 1959

-:-:-

par L. DESPLANQUES

La consommation, en 1958, s'est établie à peu près au même niveau que l'année précédente. L'augmentation de 12,5% des dépenses des particuliers correspond à la hausse des prix.

Cette stabilité de l'activité commerciale peut surprendre certains milieux d'affaires. L'ambiance pessimiste de 1958, les plaintes des commerçants, la réduction de l'activité dans certaines branches, les menaces de chômage..... ont, par leur effet psychologique donné l'impression d'une sensible réduction de la demande.

Cette impression, a été aggravée par l'examen des statistiques de livraisons ou de production des industries de biens de consommation, confondues de bonne foi mais à tort avec celle des achats des particuliers. Or, par suite des variations de stocks, l'activité de ces industries n'a pas accusé les mêmes variations que celle du commerce de détail.

La politique des commerçants qui, indépendamment de l'évolution de leur chiffre d'affaires, gonflent artificiellement leurs commandes en période de hausse des prix et les réduisent à leur strict minimum, en période de baisse ou de stabilité, est à l'origine de cette différence d'évolution. La très forte hausse enregistrée à la fin de 1957 a amené les commerçants à passer de très importantes commandes ; la quasi-stabilité des prix aux deuxième semestre de 1958, ainsi que certaines difficultés de trésorerie les ont, au contraire, incités à réduire leurs stocks et à diminuer considérablement leurs commandes, alors que la demande ne s'était que peu modifiée pendant ces deux périodes.

Le marché de la télévision offre un exemple par-

ticulièrement caractéristique de ce phénomène. Il apparaît en stagnation ou en progression selon les statistiques utilisées. Celles des livraisons des fabricants donnent une idée assez sombre de ce marché et soulèvent de sérieuses inquiétudes pour son avenir ; elles font apparaître une augmentation particulièrement faible (5% environ) pour un marché en plein développement dont la clientèle s'est fortement accrue par l'installation de nouveaux postes émetteurs. Or, cette variation est sans rapport avec celle des achats des particuliers. Ceux-ci, à peu près fidèlement représentés par les statistiques du Service des Redevances de la R.T.F., ont enregistré une augmentation de plus de 25%. Ainsi pour ce marché, selon que l'on se réfère aux livraisons des fabricants ou aux déclarations des commerçants on aboutit à une stagnation ou à un très net développement.

Ce phénomène particulièrement facile à saisir pour la télévision s'est répété de façon plus ou moins marquée sur de nombreux autres secteurs commerciaux. La diminution des stocks observée en Novembre 1958 par la dernière enquête de l'I.N.S.E.E. dans les commerces de détail de la quincaillerie et du textile (vêtements, tissus, linge de maison, mercerie, bonneterie, chaussures..) tend à montrer que la demande finale est restée, dans l'ensemble, beaucoup plus stable qu'on ne l'imagine ou que ne le laisse supposer une interprétation trop rapide des principales données sur l'activité économique.

La production industrielle notamment, a enregistré des mouvements contradictoires au cours des deux dernières années : accroissement constant en 1957, déclin à peu près régulier depuis Mai 1958. Elle s'est ainsi retrouvée, en Décembre 1958, à un niveau inférieur à celui de Décembre 1957, mais son volume pour l'ensemble de l'année est supérieur de 6% à celui de 1957.

Cette augmentation explique pourquoi, en dépit du chômage et du ralentissement de l'activité dans certains secteurs, la situation du marché de l'emploi pour l'ensemble de l'année ait été presque comparable à celle de 1957, (d'après les statistiques du Ministère du Travail, la diminution de la durée hebdomadaire du travail a été compensée par l'augmentation des effectifs).

Les revenus disponibles réels, dont l'évolution a été différente pour les principales catégories sociales et les diverses branches d'activité, sont eux aussi restés stationnaires. Leur accroissement en francs courants est à peu près identique à celui des prix.

Les prix à la consommation ont accusé une augmentation de 12,5% dont 15,5% pour l'alimentation et 10,5% pour les biens non alimentaires. Cette hausse est inférieure à celle de 15,3% enregistrée par l'indice des prix de détail dans l'agglomération parisienne. Trois raisons notamment, expliquent cette disparité. L'indice de l'I.N.S.E.E. établi à partir de budgets ouvriers de 1953, donne à l'alimentation, dont les prix ont fortement augmenté, une part supérieure à celle résultant de la structure de la consommation pour l'ensemble de la France, il néglige l'évolution des prix de certains biens durables (matériel électro-ménager, automobile..) dont la hausse a été faible ; enfin il ne tient pas compte du glissement de la demande vers des articles moins coûteux.

Cette stabilité de l'ensemble de la consommation par rapport à 1957, justifiée par l'évolution des principaux facteurs économiques, se traduit toutefois, en raison de l'accroissement démographique, par une très légère diminution de la consommation par tête. Elle marque surtout un brusque changement dans le rythme de la demande, qui s'était accrue, à prix constants, de plus de 40% de 1950 à 1957, et avait encore augmenté de 5,2% durant cette dernière année.

Elle s'est donc accompagnée de certains sacrifices pour les consommateurs qui, habitués à anticiper une augmentation de leurs revenus et à l'hypothéquer en partie par le crédit à la consommation, se sont trouvés dans l'obligation de modifier leurs habitudes. Cette stagnation a été aussi durement ressentie par les commerçants, surpris de ne plus constater comme auparavant, une augmentation du volume de leurs ventes. Une marge assez grande sépare en effet les résultats de 1958 de ceux qui auraient pu être obtenus si l'évolution des années antérieures s'était poursuivie. Dans cette dernière hypothèse l'ensemble du chiffre d'affaires du commerce de détail aurait été supérieur de plusieurs centaines de milliards à celui qui a été effectivement réalisé.

L'impression de névrose qui en est résultée a été aggravée par les brusques variations de la demande d'un mois sur l'autre.

L'activité commerciale, beaucoup plus sensible aux événements extérieurs que l'activité industrielle, a été influencée par la situation politique. Les événements de Mai ont immédiatement provoqué, surtout dans l'alimentation, une forte poussée de la demande (quoique moins

accentuée et moins prolongée que lors de la crise de SUEZ), puis une chute brutale en Juin. Les élections en Septembre et en Novembre ont, au contraire, fortement ralenti l'activité commerciale. Celle-ci s'est, dans l'ensemble, déroulée dans un climat de tension au premier semestre et d'expectative au second.

Les modifications qui s'étaient produites au premier semestre dans les circuits commerciaux : activité plus soutenue dans les milieux ruraux que dans les milieux urbains et dans les Grands Magasins que chez les petits détaillants apparaissent moins nettement pour l'ensemble de l'année.

La différence d'activité entre zones rurales et zones urbaines s'est en définitive maintenue, mais est beaucoup moins prononcée ; ce mouvement a été masqué par des modifications régionales. Dans l'ensemble la demande a été plus faible dans le Nord, en Lorraine et en Alsace que dans le reste du Pays.

La tendance favorisant les Grands Magasins aux dépens des petits détaillants s'est encore poursuivie, mais uniquement dans le commerce non alimentaire. En revanche, il ne serait pas impossible qu'elle se soit renversée dans le commerce alimentaire, surtout pour les articles d'épicerie. Cette évolution serait plus ou moins liée à la précédente. Les petits commerces d'alimentation installés pour la plupart en zones rurales ont bénéficié pour les achats courants de la demande plus soutenue des consommateurs locaux ; ceux-ci, en revanche, pour les achats plus importants, ont continué à vouloir profiter des avantages des Grands Magasins au point de vue des prix.

En ce qui concerne la qualité des articles achetés, l'attitude des consommateurs a été assez complexe. L'influence du facteur qualité a continué à jouer un rôle prédominant pour les gros achats de biens d'équipement : meubles, radio, télévision, et dans une moindre mesure matériel électro-ménager. Dans les autres domaines, par suite de la stabilisation des revenus, la demande s'est quelquefois reportée sur des produits de remplacement moins onéreux, mais toujours de qualité supérieure. Dans l'alimentation la progression des ventes de pâtes par exemple, article relativement bon marché, a été plus importante sur les pâtes de marque, emballées, que sur les pâtes en vrac. De même la vente des huiles de marque s'est développée plus fortement que

celle des huiles à la tireuse.

Sous l'influence de ces différents facteurs, la consommation n'a presque pas varié dans son ensemble, non plus que dans chacun des deux grands secteurs "alimentaire" et "non alimentaire", qui se retrouvent l'un et l'autre à peu près au même niveau qu'en 1957, le premier légèrement en deçà, le second au-delà.

Cependant des modifications sensibles se sont produites à l'intérieur de chacun d'eux, notamment dans le second où, d'une manière générale, l'activité a été moins soutenue dans les branches commerciales qui avaient connu un net développement en 1957.

-:-:-

LES VENTES DE BIENS DE CONSOMMATION DE 1957 à 1958

	1957	1958		
	Volume 1956=100	Volume	Prix	Valeur
		1957=100		
<b>ALIMENTATION</b>				
Produits base céréales ....	102.-	101.5	111.3	113.-
Légumes et Fruits .....	107.-	102.5	111.-	114.-
Viandes, vol., oeufs, Pois.	102.2	98.5	117.-	115.-
Lait, Fromages .....	103.1	104.-	108.3	112.5
Corps gras .....	104.5	103.5	105.8	109.5
Produits base de sucre.....	106.6	100.-	113.7	113.5
Produits divers .....	97.1	110.-	111.3	122.5
Boissons .....	103.1	94.-	133.1	125.-
TOTAL CONS. ALIMENTAIRE....	103.6	100(-)	115.5	115.5
<b>HABILLEMENT</b> .....				
HABILLEMENT .....	107.9	97.5	106.8	104.-
<b>HABITATION</b> .....				
HABITATION .....	108.6	99.5	109.5	109.-
<b>HYGIENE ET SOINS</b> .....				
HYGIENE ET SOINS .....	108.5	104.5	111.3	116.5
<b>TRANSPORTS &amp; COMMUNICATIONS</b>				
TRANSPORTS & COMMUNICATIONS	102.7	104.5	111.4	116.5
<b>CULTURE, LOISIRS, DISTRAC..</b>				
CULTURE, LOISIRS, DISTRAC..	108.4	103.-	112.5	116.-
<b>HOTELS, CAFES, RESTAURANTS.</b>				
HOTELS, CAFES, RESTAURANTS.	102.5	99.-	114.4	113.5
<b>CONSOMMATIONS DIVERSES</b> .....				
CONSOMMATIONS DIVERSES .....	104.7	96.5	112.-	108.-
<b>TOTAL CONSOMMATION</b>				
NON ALIMENTAIRE .....	106.9	100(+)	110.5	110.5
<b>TOTAL GENERAL</b> . . . . .				
TOTAL GENERAL . . . . .	105.6	100.-	112.5	112.5

## I/ LA CONSOMMATION ALIMENTAIRE

La consommation des produits alimentaires a été fortement influencée par la hausse des prix. Le volume des ventes de boissons, dont les prix ont accusé une progression de 33% a diminué de 6%, celui des denrées alimentaires dont la hausse n'a été que de 11,5%, s'est au contraire accru de 1%.

### ALIMENTATION

La pression de la demande s'étant fortement relâchée sur les articles de prix élevés, le phénomène le plus remarquable a été la baisse des ventes de viande au profit de celles d'articles d'épicerie, qui auraient enregistré en volume, une augmentation de plus de 10%.

#### Produits à base de céréales

Le volume des ventes a été supérieur d'environ 1,5% à celui de l'an dernier, en raison de la progression relativement importante (8%) du riz et des pâtes alimentaires. Les achats de pain, biscottes et biscuits sont restés à peu près stationnaires, tandis que ceux de pâtisserie, contrairement aux autres années n'ont que très faiblement augmenté.

#### Fruits et Légumes

L'activité du marché des fruits et légumes qui avait été freinée au premier semestre par la hausse des prix consécutive au déficit de la dernière récolte de fruits, notamment de pommes, a été au contraire stimulée en fin d'année, par une relative stabilité des prix, les récoltes, abstraction faite de celles de pommes de terre, ayant été satisfaisantes au cours de cette campagne.

Les agrumes et les bananes, dont les importations ont fortement augmenté en début d'année, ont joué un rôle de volant régulateur sur le marché des fruits et légumes frais, qui a pu ainsi enregistrer un accroissement du volume des ventes de l'ordre de 2,5%.

Les achats de conserves, surtout de fruits, ainsi que ceux de confitures ont augmenté d'environ 10%. La hausse particulièrement élevée des fruits en 1957 qui a

empêché la préparation familiale de conserves et confitures, d'atteindre son niveau habituel, n'est pas étrangère à ce mouvement.

### Viandes, volailles, oeufs, poissons

Le marché de la viande, profondément affecté par la stabilisation du pouvoir d'achat et par une hausse des prix d'environ 20% a enregistré, malgré une légère reprise en fin d'année, une baisse d'activité supérieure à 4%.

Une certaine sélection s'est produite dans les achats. Ceux-ci ont diminué de plus de 8% sur le mouton et l'agneau, viandes chères, mais se sont accrus de 10% sur le cheval dont les prix ont pourtant accusé une hausse de près de 25%. Ils ont fléchi d'environ 5% sur le boeuf et le veau.

La demande de porc frais s'est établie à un niveau très légèrement supérieur à celui de l'an dernier, mais le volume des ventes de charcuterie et de plats cuisinés a fléchi d'environ 8%.

La diminution des achats de viande n'a pu être compensée par une forte augmentation des achats de poissons, en raison de la faible progression de l'offre sur ce marché. Le produit de la pêche n'aurait été supérieur que de 3 à 4% à celui de 1957.

Le marché de la volaille et du gibier a au contraire, enregistré un accroissement de l'ordre de 15%, qui proviendrait uniquement de la très forte augmentation des ventes de poulets, l'offre ayant été stationnaire pour les grosses pièces de volailles et en diminution pour le lapin et le gibier.

La demande d'oeufs et de conserves de viande et de poisson aurait aussi sensiblement progressé.

Par suite de ces différentes variations, les achats de viandes, volailles, oeufs et poissons qui représentent plus du quart des dépenses alimentaires ont enregistré en volume, une baisse de 1,5% par rapport à 1957.

### Lait, Fromages

La demande de lait et de fromages s'est accrue de plus de 4% dont 2% pour le lait et 6% pour les fromages.

La variation du volume des ventes du lait, s'explique, en quantité, par l'accroissement démographique

et en qualité, par la substitution de plus en plus généralisée du lait pasteurisé au lait en vrac.

Le développement des ventes de fromages provient au contraire de l'augmentation de la consommation individuelle, principalement celle de fromages à pâte molle. La diminution de la consommation de viande n'est sans doute pas étrangère à ce mouvement. La tendance au développement de la consommation qui se manifeste depuis plusieurs années, devrait permettre de résoudre, tout au moins partiellement, le problème des excédents de produits laitiers qui va se poser avec acuité dans l'avenir, non seulement en France mais dans toute l'Europe Occidentale.

### Matières grasses

Les ventes de beurre auraient augmenté dans la même proportion que celles de lait. Les variations sur ce marché, en 1958, sont toutefois très difficiles à saisir en raison d'une certaine contradiction entre les données de l'offre (en diminution) et de la demande (en augmentation), que les variations des stocks et des échanges ne suffisent pas à expliquer.

L'activité a été nettement plus soutenue sur le marché des autres matières grasses. Les ventes d'huile notamment se sont accrues de près de 7%.

### Produits à base de sucre - Produits divers

La demande de produits à base de sucre (sucre, chocolat, cacao, confiserie, crèmes glacées) est restée à peu près stationnaire tandis que celle des "produits divers", à l'exception du tapioca, aurait progressé. Les ventes de potages en sachets se seraient sensiblement développées sur le marché rural.

### Boissons

La consommation des boissons, qui en dépit d'une production déficitaire de vin et d'une nette augmentation des prix, avait continué à progresser en 1957 s'est brusquement affaïssée l'an dernier. La baisse particulièrement forte pour un marché d'une telle importance atteint 6% en volume. La progression remarquable des ventes de bière n'a pu compenser à elle seule, la stabilité ou la

chute de celles des autres boissons.

Les achats de vin qui représentent plus de la moitié des dépenses de boissons ont accusé une diminution de plus de 10%. Le fléchissement des ventes, particulièrement marqué au troisième trimestre et, dans une moindre mesure au quatrième, ressort pour l'ensemble de l'année à 7% sur les vins courants et à 20% sur les vins d'appellation contrôlée et le Champagne. Ce mouvement provient essentiellement d'une hausse des prix de près de 50%, conséquence de trois récoltes déficitaires successives.

La consommation de cidre a encore plus diminué que celle du vin. Elle n'a représenté que les deux tiers de celle de 1957, par suite du déficit exceptionnel de la récolte de pommes au cours de la précédente campagne.

La bière a bénéficié du déclin du vin et du cidre. Son taux annuel d'augmentation qui avait atteint 13% en 1957 contre 10% en moyenne les années précédentes, a été porté à 15% en 1958. Le marché s'est accru en surface et en profondeur. Il s'est étendu à de nouvelles régions : La Normandie, le Sud-Ouest et le Midi Méditerranéen et a touché de nouvelles couches de consommateurs, surtout parmi les catégories socio-professionnelles à revenus limités.

La consommation des eaux minérales, surtout la consommation familiale, ainsi que celle de jus de fruits n'ont au contraire, que très peu progressé.

La tendance à la baisse de la consommation d'apéritifs, qui avait marqué un temps d'arrêt en 1957, s'est de nouveau manifestée en 1958. Le volume des ventes d'apéritifs et vins de liqueurs a diminué d'environ 7%. Relativement faible pour les vins de liqueurs et peu marqué pour les apéritifs à base d'alcool, ce mouvement a été particulièrement prononcé pour les apéritifs à base de vin qui accusent une baisse de plus de 10%. Il est vrai que ces derniers ont dû supporter, en plus de la majoration des droits sur les alcools, la hausse des cours du vin à la production.

Pour les boissons stimulantes (thé, café), la demande n'aurait pas été supérieure de plus de 2% à celle de l'année précédente. Les ventes de café dans le Nord et l'Est auraient même légèrement diminué.

## II/ LA CONSOMMATION NON ALIMENTAIRE

Le volume des ventes des articles non alimentaires, dont les prix n'ont augmenté que de 10,5% a été identique à celui de l'année précédente.

Toutefois la demande, a été dans une certaine mesure, artificiellement gonflée dans ce secteur. Les dépenses de santé, partiellement remboursées par la Sécurité Sociale n'ont été que faiblement affectées par l'évolution de la conjoncture. D'autre part la progression remarquable des ventes d'automobiles provient en très grande partie de la réduction des délais de livraison. Les achats de voitures par les particuliers, d'un montant supérieur à 200 milliards correspondent donc à des commandes passées depuis beaucoup plus d'un an.

Par suite de ce phénomène, les dépenses de transport ont été parmi toutes les dépenses non alimentaires, celles qui se sont le plus fortement accrues en 1958, alors qu'elles s'étaient classées en 1957 parmi celles qui avaient le moins progressé. D'une manière générale du reste, l'évolution des principaux postes de dépenses en 1958, a été l'inverse de celle de 1957. Les dépenses qui ont fléchi sont celles qui avaient enregistré les plus fortes augmentations l'année précédente.

### HABILLEMENT

Le commerce de l'habillement est, de tous les commerces non alimentaires, l'un de ceux qui a été le plus touché par l'évolution de la situation économique. La demande a fléchi d'environ 2,5% en dépit d'une hausse relativement faible des prix, de l'ordre de 7%.

L'impression de mévente qui se dégage de cette évolution, est toutefois accentuée par la comparaison avec 1957, qui avait été l'une des rares années où le marché de l'habillement avait pleinement bénéficié du développement du pouvoir d'achat, le volume des ventes s'y étant accru de près de 8%.

Il n'en reste pas moins vrai que l'activité commerciale a été sérieusement affectée par la stabilisation des revenus disponibles. Les consommateurs, en l'absence de ressources supplémentaires, semblent avoir plus facilement consenti à différer leurs achats de vêtements que certaines autres dépenses.

Cette activité a été de plus, freinée par le déroulement anormal des saisons ; l'Hiver trop doux a ra-

lenti les achats de manteaux, le Printemps froid et maussade ceux d'articles de demi-saisons ; l'Eté pluvieux a gêné les ventes de vêtements légers et l'Automne, particulièrement clément, celles de vêtements lourds. Du début à la fin de l'année les saisons auxquelles sont étroitement liées les principales phases de l'activité commerciale ont joué à contre-temps, empêchant à chaque période l'offre de s'adapter à la demande.

L'évolution a été très différente selon les principales catégories de vêtements. Les vêtements d'enfants ont continué à bénéficier d'un très fort courant d'achats nettement supérieur à celui de 1957. Les adultes ont, au contraire, réduit leurs dépenses vestimentaires, et la demande dans son ensemble, a enregistré une certaine diminution, mais plus faible pour les vêtements masculins que pour les vêtements féminins beaucoup plus sensibles que les premiers, à l'influence des saisons.

Le facteur qualité a continué à jouer un rôle prédominant dans le choix de la clientèle, mais son influence a été masquée par la stabilisation du pouvoir d'achat, et la valeur unitaire des articles vendus est restée à peu près comparable à celle de l'année précédente. Ainsi, dans le vêtement masculin, la demande s'est déplacée des "complets" aux prix relativement élevés vers les "vestons et pantalons fantaisie" beaucoup moins onéreux mais, pour ceux-ci, elle a uniquement porté sur des articles d'excellente qualité.

En ce qui concerne les tissus, il semble que les préférences de la clientèle se soient portées sur les fibres synthétiques qui, en raison de leurs avantages particuliers, connaissent dans tous les domaines un certain succès au détriment des fibres artificielles.

Toutes ces modifications ne permettent pas de saisir de façon précise l'évolution de l'activité commerciale qui a été de plus, très variable selon les circuits de distribution. Si le volume des ventes des rayons d'habillement des Grands Magasins s'est établi par rapport à 1957, à un niveau nettement supérieur, celui des "Succursalistes" est resté à peu près stationnaire, alors que l'activité du petit commerce de détail a accusé une baisse en volume, qui est dans certains cas supérieure à 10%.

#### Vêtements principaux

L'activité, dans son ensemble, a été inférieure

de 4% à celle de l'année précédente, bien que les prix n'aient augmenté que d'un peu moins de 7%.

Le mouvement de recul a été plus faible pour les vêtements de confection que pour les vêtements sur mesure en raison de la différence de prix. Les ventes d'imperméables auraient accusé une baisse de près de 5%. Le fléchissement de la demande, particulièrement accusé au second semestre, a surtout affecté les "lodens", n'ayant que peu touché les vêtements de pluie en tissus légers.

Les baisses les plus fortes ont porté sur les extrêmes de la gamme des articles offerts : les vêtements de travail et les fourrures.

### Lingerie, Cheniserie, Bonneterie

La diminution du volume des ventes pour ces articles aurait été légèrement plus forte que pour les vêtements principaux ; elle serait de l'ordre de 4,5%.

L'activité aurait été plus soutenue dans la bonneterie que dans la cheniserie et surtout la lingerie par suite de la vogue des "tricots".

### Accessoires d'habillement, tissus au mètre

La demande en ce domaine n'a diminué que d'environ 2%. Toutefois le volume des ventes des tissus au mètre contrairement à ce que l'on pouvait imaginer, aurait accusé une baisse plus importante, de l'ordre de 4%. Un fléchissement à peu près comparable aurait été enregistré dans la chapellerie qui semble avoir perdu en 1958, l'avance qu'elle avait prise au cours des trois précédentes années.

### Chaussures

Le volume des ventes dans le commerce de la chaussure, malgré une activité satisfaisante en début d'année et une pointe exceptionnelle en Mai, a diminué de 2 à 3%. Les achats, surtout en ce qui concerne les chaussures d'hommes, ont porté sur des articles de bonne qualité et de prix moyens au détriment des chaussures ordinaires ou de qualité supérieure.

### HABITATION

Les dépenses d'habitation qui se scindent en trois

grandes catégories : le logement, l'équipement du logement, les produits d'entretien et d'énergie, se sont établis à prix constants, à un niveau inférieur d'environ 0,5% à celui de 1957.

Ce léger recul provient de la baisse des dépenses consacrées à l'équipement du logement, toutes les autres catégories de dépenses ayant accusé une progression sensible.

### Equipement du logement

Le volume des ventes a fléchi d'environ 3,5%. La baisse a été en général plus importante pour les articles de valeur unitaire élevée.

La plus forte diminution a été enregistrée par le matériel électro-ménager. D'après les statistiques des professionnels, elle serait pour l'ensemble de ce poste, de l'ordre de 20%. Elle atteindrait près de 25% sur les aspirateurs (340.000 appareils livrés contre 450.000 en 1957), 20% environ sur les machines à laver (450.000 contre 580.000) et 12% seulement sur les réfrigérateurs (510.000 contre 590.000). En revanche l'activité est restée à peu près stationnaire pour les chauffe-eau et le petit matériel électro-ménager.

Cette évolution ne doit pas soulever trop d'inquiétudes chez les professionnels. Il est probable que, par suite des variations de stocks les ventes du commerce de détail aient légèrement moins fléchi que les livraisons. D'autre part le marché a connu en 1956 et 1957 une progression exceptionnelle qui lui avait permis d'atteindre, ou presque, le niveau prévu par le Plan pour 1961 ; son taux de saturation particulièrement faible pour certains appareils, 18% pour les machines à laver et les réfrigérateurs, 22% pour les aspirateurs, permet de prévoir une très nette reprise dès les premiers signes d'amélioration de la situation économique.

Le marché des appareils de chauffage et de cuisine aurait enregistré, d'après les statistiques de production, une baisse assez faible de l'ordre de 1 à 2%, mais celle-ci serait beaucoup plus accentuée au stade du détail et atteindrait près de 10% selon la plupart des professionnels.

L'ameublement qui, comme l'électro-ménager, avait connu en 1957 un essor exceptionnel a accusé une baisse de l'ordre de 5%. La demande moins soutenue, sur-

tout au second semestre, a continué à porter sur des articles de bonne qualité. Des stocks importants continuent d'exister en magasin et les fabricants qui ont réduit leurs horaires de travail sont d'autant plus inquiets de cette situation qu'ils redoutent la concurrence des neubles allemands par suite de l'ouverture du Marché Commun. La baisse du volume des ventes des tapis et tissus d'amoublément a été à peu près comparable à celle des neubles mais a principalement affecté les tapis, bien que leurs prix soient restés presque stationnaires.

En ce qui concerne les autres articles d'équipement du logement (linge de maison, vaisselle, petit matériel électrique...), la demande aurait au contraire augmenté de 2 à 3%.

### Energie et Produits d'entretien

Les dépenses d'énergie et produits d'entretien ont en francs constants, progressé d'environ 1%.

Les dépenses d'énergie qui représentent près du vingtième du budget des particuliers ont accusé un très net développement, en dépit de la chute d'au moins 10% des livraisons de charbon. Ce recul a quelque peu aggravé la crise qui sévit actuellement sur le marché charbonnier par suite du ralentissement de l'activité.

La baisse des achats de charbon a été plus que compensée par une progression nettement supérieure à la moyenne des autres dépenses d'énergie ; leur augmentation en volume atteint 7% contre 2% en 1957 pour le gaz de ville, 10% contre 7,4% pour l'électricité, 21% contre 14% pour le butane et le propane et 34% contre une baisse de 6,4% pour le fuel domestique.

Le volume des ventes des produits d'entretien est, au contraire, resté à peu près stationnaire. La tendance à la baisse enregistrée sur le marché des savons depuis l'apparition des machines à laver, s'est encore accentuée, tandis que le rythme de progression des ventes des détergents s'est ralenti.

### Loyers et Charges

Le montant total de ces dépenses s'est accru, en francs constants, d'environ 5%. La progression a été plus forte pour les dépenses d'aménagement intérieur et d'entretien des locaux, plus faible pour les loyers, même si l'on tient compte des 275.000 logements nouveaux, construits en 1958.

## HYGIENE ET SOINS

Les dépenses d'hygiène et soins ont augmenté de 4,5% en volume ; ce mouvement est uniquement imputable aux soins médicaux qui représentent les 4/5èmes de ces dépenses.

### Hygiène et soins personnels

Les dépenses d'hygiène et soins personnels se sont accrus de plus de 8% en valeur mais ont fléchi de 3,5% en volume, la hausse des prix ayant dépassé 12%.

Le fléchissement de l'activité a surtout affecté les salons de coiffure et le commerce de la parfumerie. Le volume des ventes des parfums a accusé une baisse de plus de 5%. La demande s'est souvent reportée sur des articles de substitution d'un prix moins élevé. Les ventes de savons de toilette ont au contraire, continué à progresser sous l'influence d'une campagne de publicité des principaux producteurs.

### Dépenses médicales

Les dépenses médicales, dont la progression en volume avait atteint 9% en 1957, par suite de la grippe asiatique n'auraient augmenté que de 6% en 1958.

En l'absence d'épidémie en cours d'année, le mouvement enregistré au premier semestre s'est poursuivi de façon identique au second. L'ensemble des dépenses a crû en valeur, de 18%, les prix ayant accusé une hausse moyenne de 11%, dont 14% pour les soins médicaux proprement dits, 4,5% pour la pharmacie et 16% pour les frais d'hospitalisation, l'augmentation de la demande en volume se décompose ainsi : hospitalisation 4,7%, pharmacie 6,3%, soins médicaux 7%.

## TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS

En dépit d'une hausse des prix de 11,5%, les dépenses de transports et communications ont enregistré, en volume, une augmentation de 4,5% contre 2,7% seulement en 1957.

Ce mouvement est d'autant plus curieux que le trafic des transports collectifs a nettement fléchi par rapport à 1957 où il avait bénéficié de circonstances

exceptionnelles. Il provient donc de l'accroissement en francs constants des dépenses des particuliers pour leurs transports individuels. Celles-ci ont augmenté de plus 7% alors qu'elles s'étaient établies en 1957 à un niveau légèrement inférieur à celui de l'année précédente.

### Transports individuels

Les dépenses des particuliers pour leurs achats de voitures se sont accrues de près de 18%. La hausse des prix n'ayant été que de 5%, leur augmentation en volume ressort à 12% contre 4% à peine en 1957.

Le développement des petites voitures au détriment des grosses cylindrées, se serait encore poursuivi cette année, mais cette tendance a été contrebalancée par un mouvement inverse de la demande à l'intérieur du marché des petites et moyennes cylindrées. Celle-ci s'est portée sur des modèles plus récents et plus perfectionnés, de valeur unitaire plus élevée. Ainsi les ventes de Dauphine ou de 403 ont crû plus rapidement que celles des 4 CV ou de 203.

La progression du marché de l'automobile n'en est pas moins artificielle puisqu'elle s'est accompagnée de la suppression des délais de livraison. Cette disparition des délais de livraison ainsi que la baisse des prix des voitures d'occasion de moins d'un an ont entraîné l'annulation ou le report au Printemps 1959, de certaines commandes. Ce report et une certaine tension de la demande, provoquée par la crainte d'une hausse des prix permet à l'industrie de l'automobile de ne pas avoir d'inquiétude pour les tous prochains mois. Toutefois il faut reconnaître que la disparition des délais de livraison qui constituaient pour les constructeurs une sorte d'assurance contre les risques de crise économique, va rendre le marché de l'automobile beaucoup plus sensible aux variations de la conjoncture.

Celles-ci n'ont eu d'effets jusqu'à présent, que sur le marché des voitures d'occasion et, indirectement sur les ventes de motocyclettes et scooters. En effet, la baisse a été si prononcée sur le marché des voitures d'occasion qu'elle a ramené les prix de certains modèles courants à un niveau inférieur à celui des scooters ou motocycles neufs. Or, comme les formalités (permis de conduire) ou certains frais fixes (assurances) sont devenus pour ces véhicules, comparables ou presque à

ceux exigés pour une voiture, la demande de scooters ou de motocycles semble s'être déplacée vers le marché des voitures d'occasion. Les mesures prises en cours d'année, pour ranimer cette demande : diminution de la TVA, assouplissement des conditions de crédit, n'auraient eu que très peu d'effet, car elles sont intervenues en mauvaise saison.

La production de scooters a décliné de 45% (56.000 véhicules contre 102.000 en 1957), celle de motocycles de près de 40% (6.400 contre 10.400) et celle de vélomoteurs de plus de 70% (25.000 contre 87.000). Toutefois la baisse sur l'ensemble du marché des deux roues n'aurait pas été de plus de 15% car la production de cyclomoteurs qui porte sur près de 900.000 véhicules a fléchi de moins de 1,5% (882.000 contre 904.000).

### Fournitures

Les frais d'utilisation des véhicules individuels ont, en francs constants, enregistré une augmentation de près de 8% contre une baisse de 2% l'année précédente.

Ce mouvement est en partie imputable à l'accroissement de la consommation d'essence. En dépit d'une hausse des prix de 12,5% s'ajoutant à celle de 28% enregistrée l'année précédente, le volume des ventes d'essence aux particuliers se serait accru de 8%. Les ventes d'essence ordinaire ont légèrement diminué mais celles de supercarburant ont augmenté de 50%.

La progression du volume des ventes, à première vue relativement importante, est en réalité particulièrement faible, étant donné le rationnement de l'essence au premier semestre 1957 et l'augmentation du nombre des voitures mises en circulation.

La comparaison de l'accroissement, entre 1956 et 1958, des livraisons d'essence à celui du parc des voitures particulières, tendrait à montrer que la consommation unitaire par véhicule a diminué de plus de 10% en deux ans. Ce mouvement proviendrait de la baisse de la consommation spécifique, par suite du développement du parc des petites voitures, mais aussi de la diminution de la moyenne du kilométrage.

Cette tendance a quelque peu affecté les dépenses de lubrifiants et pneumatiques ainsi que les frais de réparation et d'entretien qui, en francs constants, n'auraient augmenté que de 6 à 7%, alors que le parc des voitures particulières s'est accru de 12,5% de 1957 à 1958.

### Transports en commun

Les recettes des transports en commun ont enregistré la même progression que l'année précédente (12% environ), mais la majoration des tarifs ayant atteint 13,6% au lieu de 3,6% en 1957, les dépenses des particuliers en francs constants, ont accusé une baisse de 1,5% contre une hausse de 8,5% l'année précédente.

Les recettes transport voyageurs de la S.N.C.F. ont passé de 139 à 152 milliards de 1957 à 1958, mais cette progression de 9,5% a été plus qu'effacée par le relèvement des tarifs ; en francs constants ces recettes ont diminué d'environ 2,5%. Le nombre des voyageurs transportés a été à peu près identique à celui de l'année précédente, mais le trajet moyen parcouru sensiblement inférieur.

Le fléchissement de l'activité a été nettement plus accusé au premier semestre qu'au second, en raison d'un trafic exceptionnel fin Décembre.

### Communications

Les recettes d'exploitation purement commerciales des P.T.T. ont progressé de 17%, mais compte tenu de l'augmentation des tarifs, le trafic est resté dans l'ensemble à peu près stationnaire, bien qu'il ait légèrement diminué en ce qui concerne les communications téléphoniques. Cette stabilisation semble être la conséquence de l'application en année pleine, de la majoration de 33% des tarifs décidée en Juillet 1957.

### CULTURE, LOISIRS, DISTRACTIONS

Les dépenses consacrées aux distractions, aux loisirs et à la culture ont accusé, en francs constants, une augmentation de l'ordre de 3%.

Les multiples composantes de ce poste ont toutefois enregistré des variations très différentes. Devant la stabilisation de leur pouvoir d'achat, les particuliers semblent avoir sélectionné leurs dépenses en fonction de la durée des satisfactions qu'elles pouvaient leur procurer ; ainsi ces dépenses en francs constants ont fléchi pour les spectacles, sont restées à peu près stationnaires pour les livres, journaux et revues, et se sont accrues fortement pour les disques, la télévision et les électrophones.

## Spectacles

Malgré une reprise assez sensible en fin d'année, l'activité des salles de cinéma a fortement décliné. La baisse est de l'ordre de 10%, le nombre des spectateurs a été ramené de 410 à 370 millions de 1957 à 1958. Les spectateurs ont, non seulement restreint leurs sorties mais les ont encore sélectionnées en fonction de la qualité des films. Les recettes se sont accrues de 8,3% mais uniquement en raison d'une hausse de 20% du prix des places.

L'activité des théâtres aurait moins diminué ; cela s'expliquerait par la différence de public fréquentant ces établissements.

La baisse en francs constants, de l'ensemble des dépenses de spectacles serait de l'ordre de 8 à 9%. La hausse des prix, jointe à la stabilisation des revenus est en grande partie à l'origine de ce recul. La concurrence de la télévision a dû avoir aussi une certaine influence, bien que la plupart des professionnels ne partagent pas cette opinion.

## Appareils de radio et de télévision

L'augmentation du volume des ventes du marché de la radio et de la télévision a été de près de 15% ; la demande a continué à se porter sur de nouveaux modèles plus perfectionnés et d'un prix unitaire plus élevé. Cette évolution provient uniquement de l'accroissement des ventes des appareils de télévision.

L'activité du marché de la radio a sensiblement diminué. Les améliorations techniques apportées aux nouveaux modèles n'ont pas suffi à stimuler une demande qui est en grande partie une demande de renouvellement ; le taux de pénétration de ce marché a dépassé 80%.

Le marché de la télévision en expansion rapide et qui s'est étendu considérablement dans l'Ouest et le Sud-Ouest de la France grâce à l'installation de nouveaux émetteurs, a au contraire enregistré une augmentation du volume des ventes de plus de 25%. Plus de 300.000 postes ont été vendus l'an dernier. Le parc a été porté à près d'un million d'appareils ; 8% des Français bénéficient actuellement de la télévision.

### Disques et Tourne-disques, Electrophones

Ce marché, beaucoup plus ancien que celui de la radio, a été à tel point rénové par l'apparition du microcillon en France en 1949 et par celle de l'électrophone, qu'il se rapproche beaucoup plus maintenant, de par ses caractéristiques, du marché de la télévision que de celui de la radio.

En raison d'une poussée saisonnière particulièrement forte de la demande en fin d'année, le volume des ventes se serait accru de près de 15% sur les disques et 20% sur les électrophones et tourne-disques.

### Appareils et fournitures de photographie

Ce marché qui a connu lui aussi, un renouvellement important grâce à la photo en couleurs s'est au contraire assez peu développé. L'augmentation d'environ 15% des ventes de pellicules couleurs a à peine compensé la chute de celles des pellicules ordinaires. Toutefois la demande a continué à être assez soutenue sur les appareils, ce qui a permis à ce marché d'enregistrer une augmentation de 2 à 3% du volume de ses ventes.

### Lectures

La demande en ce domaine, a augmenté de plus de 25% en valeur, mais en raison de la hausse des prix, est restée à peu près stationnaire en volume.

Seul le volume des ventes des revues et journaux dont les prix ont pourtant augmenté de près de 30%, a enregistré une légère progression de l'ordre de 2%. Toutefois le tirage des quotidiens parisiens, en dépit des importants événements politiques qui se sont produits l'an dernier, serait resté stationnaire.

### Jouets, articles de sport et camping

Le volume des ventes a, dans l'ensemble, diminué de 1 à 2%. La baisse a été plus accusée sur les jouets, le nombre des articles vendus a été à peu près identique à celui de l'an passé, mais leur valeur en francs constants, inférieure. Cette situation aurait eu des répercussions dans l'industrie, une dizaine de fabriques auraient fermé leurs portes.

L'activité serait au contraire restée stationnaire dans les commerces d'articles de camping dont la clientèle est relativement aisée ; d'après une récente enquête le camping est surtout pratiqué par des catégories socio-professionnelles aux revenus élevés.

### Tabac et allumettes

Les recettes du S.E.I.T.A. ont augmenté de 4,4% pour le tabac et les cigarettes mais bien que les prix soient restés stationnaires, le tonnage vendu ne s'est accru que de 3,4% (62,1 contre 60,1 milliers de tonnes).

Ce phénomène tendrait à prouver que les achats ont porté sur des articles de qualité supérieure. Pourtant la tendance enregistrée sur ce marché depuis plusieurs années et caractérisée par un glissement de la demande de tabac vers les cigarettes s'est nettement retournée au Printemps dernier. En réalité le marché a été tirailé par deux mouvements inverses : la demande de tabac a augmenté plus rapidement que celle de cigarettes, mais elle a continué à être plus soutenue sur les articles de qualité supérieure tant en ce qui concerne le tabac que les cigarettes.

### HOTELS, CAFES, RESTAURANTS

L'activité particulièrement difficile à saisir dans ce domaine, en l'absence de toute statistique, a été dans l'ensemble peu satisfaisante.

Les espoirs qu'avaient fait naître l'Exposition de Bruxelles et les Cérémonies commémoratives du Centenaire de Lourdes ne se sont pas réalisés. Le développement du tourisme, notamment du tourisme étranger, a été freiné par la tension politique du second trimestre mais aussi et surtout, par la détérioration de la situation économique aux Etats Unis et dans de nombreux pays d'Europe Occidentale.

Le tourisme étranger en France, dont on escomptait l'an dernier une certaine progression aurait, au contraire diminué de 6 à 8%. D'après les statistiques officielles, les recettes de la balance du tourisme se seraient accrues, mais d'autres arguments doivent être avancés pour étayer cette affirmation, car en général, l'amélioration de ces recettes est beaucoup plus le reflet de la bonne tenue du franc sur les Places étrangè-

res, que celui de la variation des dépenses effectives des touristes étrangers.

Le fléchissement du tourisme étranger a été compensé par un léger regain d'activité du tourisme intérieur à la suite des restrictions de sorties de devises. Toutefois la hausse de plus de 15% des prix des chambres et des repas a contribué à freiner la demande.

La chute enregistrée au premier semestre a été partiellement effacée par une certaine reprise au cours des six derniers mois, notamment en Septembre.

Pour l'ensemble de l'année, l'activité se situe à un niveau légèrement inférieur à celui de 1957 ; le fléchissement a été plus marqué pour les Hôtels et les Cafés que pour les Restaurants, moins sensibles à l'évolution de la conjoncture.

### DIVERS

Les dépenses diverses ont augmenté de plus de 8% en valeur, mais ont fléchi d'environ 3,5% en volume, en raison d'une hausse des prix de 12%.

Les deux composantes hétérogènes de ce poste concernant, l'une des biens durables, l'autre des services, ont évolué très différemment. La demande a fortement fléchi sur les premiers alors qu'elle a continué à progresser sur les seconds.

#### Biens divers

La maroquinerie, l'horlogerie et la bijouterie se classent parmi les rares commerces dont le chiffre d'affaires a été inférieur à celui de l'année précédente. En dépit d'une hausse relativement modérée des prix, de l'ordre de 5%, les ventes en ce domaine ont fléchi de près de 5% en valeur et de 10% en volume. La baisse aurait été plus accentuée dans la maroquinerie que dans les autres branches commerciales.

Le recul enregistré au premier semestre s'est poursuivi au second, sauf en Décembre où l'activité surtout en fin de mois, a connu une reprise saisonnière marquée.

#### Services

L'ensemble des dépenses de ce poste, dont la moitié est consacrée aux Assurances, et l'autre moitié aux

services bancaires, financiers et judiciaires, a accusé en volume une augmentation de 5% qui provient uniquement des primes d'assurances, les autres dépenses étant restées stationnaires.

Le montant total des primes d'assurances versées par les particuliers, a été supérieur d'environ 15% à celui de 1957 ; la majoration de l'ensemble des tarifs ayant été de l'ordre de 5%, l'augmentation en volume ressort à près de 10%.

\* Les primes d'assurances auto se sont accrues d'environ 25%. Ce nouvenent provient pour moitié de l'augmentation du parc automobile et pour moitié du relèvement des tarifs.

Les tarifs des principales autres branches de l'assurance, vol et incendie, vie et capitalisation, sont au contraire restés stables. Malgré cela le total des primes incendie s'est accru de près de 14%, par suite de l'augmentation du parc nobile, et surtout, du montant de la garantie demandée. Le remarquable développement enregistré au cours de ces dernières années dans la branche "assurance vie" s'est encore poursuivi mais à un rythme plus lent. L'augmentation en volume ressortirait à 8% contre 13% en moyenne les années précédentes.

-:-:-:-

## II. SITUATION AU 1er MARS

L'évolution de l'activité commerciale en 1959, va dépendre en partie de la nouvelle politique économique dont les conséquences sur la consommation, ont été jusqu'à présent, assez différentes de ce qu'on aurait pu attendre.

En principe deux phases doivent être distinguées dans l'application de cette politique.

Dans la première, la remise en ordre des finances publiques doit légèrement accentuer le fléchissement de la demande qui se serait d'ailleurs inévitablement produit par suite du ralentissement de l'activité économique ; elle provoque une augmentation des prix dont l'influence sur le pouvoir d'achat est aggravé par une pression fiscale accrue sur les revenus disponibles.

Dans la seconde, la nouvelle politique économique, qui prévoit un accroissement des investissements publics, favorise l'exportation et s'efforce de stimuler les investissements privés, devrait provoquer une reprise de l'activité et permettre ainsi aux revenus disponibles et à la demande, de retrouver puis de dépasser leur niveau antérieur.

Toutefois le succès de cette politique et, indirectement le niveau de la demande, dépendent étroitement des prix.

Les prix sont la clé de voûte du nouvel édifice économique, tout leur est subordonné, l'importance des sacrifices imposés comme celle des résultats escomptés. Un accroissement trop élevé des prix, réduisant dans une forte mesure le pouvoir d'achat, peut entraîner une crise de production, et réduire à néant les avantages de la dévaluation ; or ce risque semble, pour l'instant, écarté.

Les prix ont varié depuis deux mois, dans d'étroites limites. De Décembre à Février, la hausse atteint à peine 3,9% sur les prix de détail et 4,3% sur les prix de gros. Toutefois, la bataille des prix n'est pas encore

définitivement gagnée. Les indices des prix, notamment celui des prix de détail, n'ont enregistré qu'une partie des effets des dispositions financières, et il faut s'attendre pendant un certain temps, à de nouvelles hausses.

Ces perspectives, ainsi qu'une crainte injustifiée provoquée dans certains milieux par la création du franc lourd, ont eu un effet immédiat sur l'activité commerciale en début d'année ; la demande a connu en Janvier et Février, une nette progression.

Les premières statistiques des Grands Magasins de Paris accusent en effet, par rapport aux mois correspondants de l'an dernier, une augmentation de 12 à 20% du chiffre d'affaires, qui, compte tenu des variations de prix fait ressortir une progression de 6 à 10% du volume des ventes pour certains articles.

Le petit commerce de détail qui a consenti de très sérieuses réductions sur le prix des articles soldés, aurait enregistré, tout au moins en Janvier, une reprise presque aussi marquée que les Grands Magasins.

Cette reprise générale a porté plus spécialement sur les appareils électro-ménagers (notamment réfrigérateurs), les articles textiles (vêtements principaux, linge de maison), les meubles, la bijouterie ... Elle s'est aussi manifestée dans l'alimentation, bien qu'un certain ralentissement des achats se soit produit depuis le 15 Février.

Ce mouvement n'est toutefois pas normal ; il provient d'achats spéculatifs et anticipés qui laisseraient prévoir une baisse sensible de l'activité commerciale au deuxième trimestre.

Cette flambée artificielle et inespérée des achats, peut avoir paradoxalement un effet favorable sur l'économie. Les commerçants dont la trésorerie s'est améliorée ont pu passer commande pour reconstituer des stocks particulièrement réduits dans certains secteurs. La reprise s'est donc répercutée sur les industries de biens de consommation, et plus particulièrement sur celles qui avaient été le plus touchées l'an dernier.

Si cette reprise peut se poursuivre jusqu'à ce que les travaux permis par les investissements prennent le relai, la réduction de l'activité qui commence à se manifester devrait être ralentie.

Dans cette hypothèse, la consommation ne devrait s'établir cette année, qu'à un niveau légèrement inférieur à celui de 1958.

